

Convention collective

IDCC : **8831** | **EXPLOITATIONS FORESTIÈRES, SCIERIES AGRICOLES
ET PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE**

(Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère et Puy-de-Dôme)

(16 septembre 1986)

(Étendue par arrêté du 6 février 1987,

Journal officiel du 1^{er} mars 1987)

Avenant n° 47 du 10 janvier 2023

NOR : AGRS2397041M

IDCC : 8831

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Syndicats des exploitants forestiers et scieurs des départements suivants :
Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère et Puy-de-Dôme ;**

**Syndicats des propriétaires forestiers, sylviculteurs des départements sui-
vants : Cantal, Gard, Haute-Loire, Lozère et Puy-de-Dôme,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**Syndicats de la fédération générale de l'agro-alimentaire CFDT des départe-
ments suivants : Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère et Puy-de-Dôme ;**

Fédération CFTC de l'agriculture CFTC Agri ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'annexe I de la convention collective sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

(Voir page suivante.)

« Grille des salaires des travailleurs au temps

A. Personnel ouvrier

(En euros.)

Niveau	Échelon	Coefficient	Taux horaire à compter du 1 ^{er} février 2023	Salaire mensuel sur la base de 151,67 heures (35 heures hebdomadaires)
I	A B	100	11,27	1 709,32
II	1 C	105	11,31	1 715,39
	2 D	110	11,34	1 719,94
III	1 E	115	11,38	1 726,00
	2 F	125	11,41	1 730,55
	3 G	135	11,43	1 733,59
IV	1 H	150	11,47	1 739,65
	2 I	170	11,82	1 792,74
	3 J	200	12,81	1 942,89

B. Personnel administratif, commercial et technique

(En euros.)

Niveau	Échelon	Coefficient	Taux horaire à compter du 1 ^{er} février 2023	Salaire mensuel sur la base de 151,67 heures (35 heures hebdomadaires)
ACT 1		100	11,27	1 709,32
ACT 2	1 ^{er} échelon	110	11,34	1 719,94
	2 ^e échelon	120	11,40	1 729,04
ACT 3	1 ^{er} échelon	135	11,43	1 733,59
	2 ^e échelon	150	11,47	1 739,65
ACT 4		170	11,82	1 792,74
ACT 5	1 ^{er} échelon	190	12,63	1 915,59
	2 ^e échelon	210	13,26	2 011,14
ACT 6	1 ^{er} échelon	240	14,38	2 181,01
	2 ^e échelon	270	15,52	2 353,92

C. Agent de maîtrise

(En euros.)

Niveau	Échelon	Coefficient	Taux horaire à compter du 1 ^{er} février 2023	Salaire mensuel sur la base de 151,67 heures (35 heures hebdomadaires)
AM 1		190	12,63	1 915,59
AM 2	Échelon 1	230	14,01	2 124,90
	Échelon 2	270	15,52	2 353,92

Niveau	Échelon	Coefficient	Taux horaire à compter du 1 ^{er} février 2023	Salaire mensuel sur la base de 151,67 heures (35 heures hebdomadaires)
AM 3	Échelon 1	320	17,43	2 643,61
	Échelon 2	370	19,35	2 934,81

D. Cadres

(En euros.)

Niveau	Coefficient	Taux horaire à compter du 1 ^{er} février 2023	Salaire mensuel sur la base de 151,67 heures (35 heures hebdomadaires)
C. 1	280	15,90	2 411,55
C. 2	360	18,96	2 875,66
C. 3	420	21,26	3 224,50
C. 4	460	22,81	3 459,59
C. 5	480	23,55	3 571,83
C. 6	510	24,71	3 747,77
C. 7	550	26,22	3 976,79
C. 8	600	28,14	4 267,99

Article 2

Aucun salaire ne peut être inférieur au Smic et en tout état de cause, il convient pour déterminer la rémunération, de faire application de l'article 32 de la loi du 19 janvier 2000 modifiée instaurant une garantie mensuelle de rémunération et de l'article 6.6 de l'accord national du 23 décembre 1981 relatif à la garantie de rémunération lors du passage aux 35 heures.

Article 3 | Dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

Les dispositions du présent avenant sont applicables de façon indifférenciée à l'ensemble des entreprises relevant de la branche. Elles concernent donc de façon identique les entreprises de moins de cinquante (50) salariés et de cinquante (50) salariés et plus, afin de garantir à l'ensemble des salariés de la branche une couverture uniforme dont les garanties ont tenu compte lors de leur définition de la structure et de la taille des entreprises de la branche.

Article 4

Le présent avenant prend effet au 1^{er} février 2023.

Article 5

Les parties demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Lempdes, le 10 janvier 2023.

(Suivent les signatures.)